



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
Room 100,
167 Lombard Ave.
Winnipeg
Manitoba
R3B 0T6
Bid Fax: (204) 983-0338

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Western
Region
Room 100
167 Lombard Ave.
Winnipeg
Manitoba
R3B 0T6

Title - Sujet Tucker Trawl Net System	
Solicitation No. - N° de l'invitation F2402-170059/A	Date 2017-09-13
Client Reference No. - N° de référence du client F2402-170059	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$WPG-016-10315	
File No. - N° de dossier WPG-7-40066 (016)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-10-24	Time Zone Fuseau horaire Central Standard Time CST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hall, Marlene	Buyer Id - Id de l'acheteur wpg016
Telephone No. - N° de téléphone (204) 230-0147 ()	FAX No. - N° de FAX (204) 983-7796
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS CTRL&ARCTIC 501 UNIVERSITY CRES. WINNIPEG Manitoba R3T2N6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
1.1 BESOIN	2
1.2 COMPTE RENDU	2
1.7 ACCORDS COMMERCIAUX	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	2
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	2
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	2
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	3
2.4 LOIS APPLICABLES	3
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	3
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	3
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	4
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	4
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	5
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	5
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	5
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	6
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	6
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	6
6.2 BESOIN	6
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	6
6.4 DURÉE DU CONTRAT	7
6.5 RESPONSABLES.....	7
6.6 PAIEMENT	8
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	8
6.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	9
6.9 LOIS APPLICABLES	9
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	9
6.11 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	9
ANNEXE « A »	10
BESOIN	10
ANNEXE « B »	13
BASE DE PAIEMENT	13
ANNEXE « C » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	17
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	17

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Besoin

Le besoin est décrit en détail à l'article A des clauses du contrat éventuel.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.7 Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2017-04-17) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 90 jours

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

[B1000T](#) (2014-06-26), Condition du matériel - soumission

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Manitoba, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 copie papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

- (a) Le soumissionnaire doit être en mesure d'accomplir la totalité de la portée des travaux présentée à l'Annexe A, Besoin, et de satisfaire aux spécifications de rendement minimal obligatoire décrites dans la Matrice de conformité.
- (b) Le soumissionnaire doit remplir la Matrice de conformité présentée à l'Annexe A, Besoin. En remplissant cette matrice, il indique sa conformité à chaque critère obligatoire, comme expliqué à l'Annexe A, Besoin.

4.1.2 Évaluation financière

Clause du *Guide des CCUA* [A0220T](#) (2014-06-26)) Évaluation du prix

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection - critères techniques obligatoires

Clause du *Guide des CCUA* [A0031T](#) (2010-08-16), Méthode de sélection - critères techniques obligatoires

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgcpwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgcpwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits à l'annexe « A », Besoin.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

N° de l'invitation - Solicitation No.
F2402-170059/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2402-170059

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
WPG-7-40066

Id de l'acheteur - Buyer ID
wpg016
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.3.1 Conditions générales

2010A (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 30 juin 2019 inclusivement.

6.4.2 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 30 mars 2018.

6.4.5 Points de livraison

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « B » du contrat.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Marlene Hall
Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
167, av. Lombard, pièce 100
Winnipeg (Manitoba) R3C 2Z1

Téléphone : 204 230-0147
Télécopieur : 204 983-7796
Courriel: marlene.hall@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est : *Une personne-ressource doit être nommée au moment de l'adjudication du contrat.*

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé(s) dans l'annexe B, selon un montant total de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Biens et(ou) services optionnels

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'annexe A et l'annexe B du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant le 31 mars 2019 en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

6.6.3 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* H1001C (2008-05-12) Paiements multiples

6.6.4 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

À déterminer

6.7 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit:

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Send electronically to:

DFOinvoicing.XNCR@dfo-mpo.gc.ca

Codeuse AP : Stephanie Urquhart

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur au Manitoba, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales [2010A](#) (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- c) Annexe A, Besoin;
- d) Annexe B, Base de paiement;
- e) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (*inscrire la date de la soumission*).

6.11 Clauses du *Guide des CCUA*

[B7500C](#) (2006-06-16) Marchandises excédentaires

[C5201C](#) (2008-05-12) Frais de transport payés d'avance

[D5328C](#) (2014-06-26) Inspection et acceptation

[G1005C](#) (2016-01-28) Assurance - aucune exigence particulière

ANNEXE « A »

BESOIN

Pêches et Océans Canada (MPO) souhaite acquérir et faire livrer 1 (un) système de chalut pélagique Tucker à utiliser dans le cadre des programmes de surveillance des océans du Ministère

L'acquisition doit comprendre les composants principaux et de secours afin d'assurer la réalisation des projets pour les programmes prévus dans les zones éloignées de l'Arctique.

Le système de chalut pélagique est nécessaire à l'échantillonnage de zooplancton marin et de larves de poissons à différentes profondeurs dans les régions côtières et hauturières de l'Arctique. Le système de chalut doit comprendre les instruments qui permettent de surveiller simultanément les conditions opérationnelles (p. ex. lancer et débit) et les variables océanographiques de base. Le chalut pélagique doit être remorqué par des navires de recherche dotés d'un cadre en A ou d'une grue. Les mailles indiquées permettront de cibler le zooplancton ou les larves de poissons de grande taille pour les besoins d'études taxonomiques et d'études de processus à l'appui des évaluations sur les écosystèmes dans les eaux arctiques.

Le système de chalut de fond Tucker doit être un système de filet doté d'un système d'ouverture et de fermeture capable de prélever des échantillons de zooplancton et de larves de poissons dans au moins 3 (trois) couches d'eau distinctes. Le système de chalut de fond doit comprendre un groupe d'instruments visant à contrôler la mise à l'eau du filet et à surveiller les conditions environnementales et celles du chalut. Tous les composants du système de chalut doivent être conçus pour l'échantillonnage dans des conditions arctiques. La profondeur d'exploitation de l'équipement se situe entre 20 et 1 000 mètres.

La présente exigence comprend l'option d'acheter jusqu'à 6 (six) autres filets et culs de chalut à zooplancton. Voir l'annexe B – Base de paiement

MATRICE DE CONFORMITÉ – Spécifications de rendement minimales obligatoires

Il est obligatoire que les soumissionnaires démontrent leur conformité avec les spécifications de rendement obligatoires présentées ci-dessous, dans la matrice de conformité.

Instructions :

1. Les soumissionnaires doivent fournir les documents connexes sur le rendement des spécifications détaillées dans la matrice de conformité. Les soumissionnaires doivent indiquer l'emplacement où se trouvent les documents pertinents dans la proposition afin de démontrer la conformité. Les soumissionnaires doivent démontrer clairement la conformité avec les spécifications.
2. Les documents techniques connexes, comme les fiches signalétiques, les brochures techniques et les photos ou illustrations doivent fournir suffisamment de détails pour montrer que les produits offerts respectent les exigences techniques. Il incombe aux soumissionnaires de s'assurer que les documents techniques soumis donnent suffisamment de détails afin de prouver que le ou les produits offerts respectent aux exigences du devis technique. S'il n'est pas en mesure de présenter les documents techniques publiés qui se rapportent aux produits, le soumissionnaire doit fournir une justification écrite expliquant de manière détaillée la façon dont sa proposition répond aux exigences techniques.
3. Si le devis ou les documents complets ne sont pas fournis à la clôture des soumissions,

l'autorité contractante avisera le soumissionnaire qu'il est tenu de fournir les documents requis dans les deux jours ouvrables suivants. À défaut de quoi, le soumissionnaire sera déclaré non conforme et sera exclu du processus d'évaluation.

4. Le Canada n'évaluera pas les renseignements tels que les renvois à des adresses de sites Web dans lesquels figurent des renseignements supplémentaires.

5. Les soumissionnaires doivent transmettre toutes les préoccupations concernant les spécifications par écrit et en détail à l'autorité contractante avant la clôture des soumissions, comme l'indique le document de la demande de proposition (DP).

6. Les soumissions qui ne respectent pas les spécifications obligatoires seront déclarées non recevables et seront exclues du processus d'évaluation.

Matrice de conformité :

	<p><u>Pour que l'offre soit jugée recevable et qu'elle soit prise en considération, il faut préparer et présenter un document indiquant la conformité avec les spécifications de rendement obligatoires.</u></p> <p>a. Dans sa proposition technique, le soumissionnaire doit inscrire une référence à l'emplacement des spécifications de rendement.</p> <p>b. Le soumissionnaire doit indiquer les spécifications offertes qui respectent ou dépassent les exigences <u>et mettre en référence les documents à l'appui dans sa proposition</u>. S'il n'y a pas assez d'espace dans le tableau, le soumissionnaire doit assigner un numéro de demande d'information supplémentaire, et donner les détails pertinents sur une page distincte de sa proposition. S'il n'existe pas de documents connexes publiés sous forme de brochures, de fiches techniques, etc., le soumissionnaire doit fournir une justification écrite expliquant de manière détaillée la façon dont son offre démontre la conformité.</p>	
	<p><u>Tous les travaux et matériaux indiqués dans les présentes doivent répondre aux exigences minimales canadiennes et provinciales en matière de certification et d'approbation, selon les normes de l'industrie.</u></p>	
Article	Spécifications	Réponse du soumissionnaire : Indiquer la façon dont l'offre respecte les caractéristiques décrites ci-dessous. Indiquer également l'endroit où la spécification technique se trouve dans les documents de la soumission.
1.	La conception du chalut doit permettre sa mise à l'eau et sa récupération à une profondeur pouvant atteindre 1 000 mètres en mer.	
2.	La conception des paravanes de remorquage du chalut doit permettre des traits obliques et horizontaux.	

3.	Le chalut doit être doté d'une ouverture utilisable de 1 m ² .	
4.	Le chalut doit être doté d'au moins 3 (trois) filets qui peuvent être utilisés en séquence. La conception du système doit assurer que le filet 1 est fermé durant le déploiement et que le dernier filet (filet 3 ou suivants) est fermé avant la récupération.	
5.	Les filets et les culs de chalut doivent être disponibles avec mailles de 500 et 1 000 microns.	
6.	L'ouverture et la fermeture des filets doivent être commandées par voie électronique, sans utilisation de messagers.	
7.	La détection de la profondeur de l'eau pour commander l'ouverture et la fermeture du filet doit être mesurée au moyen d'un instrument de mesure de la conductivité, de la température et de la profondeur (CTP) à pompage, ayant une précision de pression $\geq 0,1$ % (pleine échelle). La mesure de la conductivité et de la température doit être précise à $\geq 0,001$ S/m et de $\geq 0,01$ °C, respectivement.	
8.	L'instrument de mesure de la conductivité, de la température et de la profondeur (CTP) doit intégrer les mesures de la fluorescence de la chlorophylle (précision de ± 3 %), de la turbidité (précision de ± 1 %) et de l'oxygène dissous (précision de ± 2 %).	
9.	Deux débitmètres électroniques doivent être inclus dans le système de chalut pour évaluer le débit d'eau à l'intérieur et à l'extérieur des filets.	
10.	Le système de chalut doit comprendre des capteurs de lancer et de chute des filets.	
11.	Le système de chalut doit présenter une capacité d'enregistrement des données internes et le logiciel de soutien nécessaire. Le logiciel doit permettre la programmation du fonctionnement du chalut en temps réel ou en mode autonome.	
12.	Des options de mise à l'eau au moyen d'une ligne terrestre ou d'un câble de communication CTP doivent être disponibles.	
13.	L'entrepreneur doit fournir au moins un (1) manuel de fonctionnement et tous les autres documents de référence pertinents, tels que les manuels de pièces ou d'entretien. Les documents doivent être rédigés en anglais et doivent être fournis au moment de la livraison. Format électronique ou copie papier.	

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F2402-170059/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2402-170059

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
WPG-7-40066

Id de l'acheteur - Buyer ID
wpg016
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Si l'entrepreneur s'acquitte correctement de toutes ses obligations contractuelles, il sera payé au prix ferme. Les droits de douane sont inclus. Toutes les taxes sont en sus, s'il y a lieu, et doivent être indiquées séparément sur toutes les factures applicables.

FAB destination : Pêches et Océans Canada
501, University Crescent
Winnipeg (Manitoba)
R3T 2N6
Canada

Les prix doivent inclure tous les frais, notamment les frais de livraison et de déchargement, FAB à destination du MPO, Winnipeg (Manitoba) Canada.

Les prix doivent être indiqués en dollars canadiens.

Depuis 1^{er} mai 2017, la Banque du Canada a changé l'heure à laquelle elle publie les taux de change des devises étrangères. Les taux ne seront plus publiés à midi, mais ils le seront à 16 h 30 heure de l'Est (HNE).

TABEAU 1 : BASE DE PAIEMENT – La livraison doit se faire au plus tard le 30 mars 2018.

Article	Description	Qté	Unité de distribution	Prix unitaire	Prix calculé
1	Système de chalut de fond avec ouverture utilisable de 1 m², conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	1	ch.	\$	\$
2	Filets de 1 000 microns, conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	3	ch.	\$	\$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F2402-170059/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2402-170059

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
WPG-7-40066

Id de l'acheteur - Buyer ID
wpg016
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

3	Culs de chalut de 1 000 microns , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	3	ch.	\$	\$
4	Filets de 500 microns , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	3	ch.	\$	\$
5	Culs de chalut de 500 microns , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	3	ch.	\$	\$
6	CTP avec capteurs auxiliaires (fluorescence, oxygène, turbidité) , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	2	ch.	\$	\$
7	Débitmètre , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	4	ch.	\$	\$
8	Paravanes de remorquage , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	2	ch.	\$	\$

TABLEAU 2 : BIENS FACULTATIFS – Prix unitaire ferme. Option d'acquérir jusqu'à six (6) filets à zooplancton supplémentaires, en tout temps avant le 31 mars 2019.

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens décrits à l'annexe A, dans la matrice de conformité et le besoin n° 5, aux mêmes conditions et aux prix ou aux taux établis dans le contrat. L'autorité contractante peut exercer une option ou plus, en tout temps avant le 31 mars 2019, en transmettant un avis écrit à l'entrepreneur.

Période de l'option : date d'attribution – 30 mars 2018
Prix unitaire ferme

Article	Description	Prix unitaire Dollars canadiens
1	Filets de 1 000 microns , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	\$
2	Culs de chalut de 1 000 microns , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	\$
3	Filets de 500 microns , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	\$
4	Culs de chalut de 500 microns , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	\$
5	Frais de livraison et de déchargement à confirmer au moment de l'exercice de l'option.	\$ À déterminer

Période de l'option : avril 2018 au 29 mars 2019
Prix unitaire ferme

Article	Description	Prix unitaire Dollars canadiens
1	Filets de 1 000 microns , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	\$

N° de l'invitation - Solicitation No.
F2402-170059/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2402-170059

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
WPG-7-40066

Id de l'acheteur - Buyer ID
wpg016
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

2	Culs de chalut de 1 000 microns , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	\$
3	Filets de 500 microns , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	\$
4	Culs de chalut de 500 microns , conformément aux spécifications de rendement obligatoires énumérées à l'annexe « A », BESOIN. Numéro de modèle : _____	\$
5	Frais de livraison et de déchargement à confirmer au moment de l'attribution de l'option.	\$ À déterminer

N° de l'invitation - Solicitation No.

F2402-170059/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

F2402-170059

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

WPG-7-40066

Id de l'acheteur - Buyer ID

wpg016

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Tel qu'indiqué à la clause 3.1.1 de la Partie 3, le soumissionnaire doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;